

Le DG de la TdE dresse le bilan



Le Magnan Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°557 du Mercredi 24 juin 2020 - 14ème année - Prix: 250 FCFA

RÉOUVERTURE DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

ATTENTION DANGER !



Le port de masque, un véritable casse tête chinois pour les élèves

Afin de sauver l'année scolaire en cours le gouvernement togolais a pris sur lui de rouvrir les écoles particulièrement pour les élèves en salles d'examen. Mais pour éviter la propagation de la pandémie les autorités en charge de l'éducation a pris des dispositions urgentes sanitaires au niveau des établissements scolaires. Malgré ce

dispositif les élèves concernées pensent que c'est seulement en classe qu'il faut mettre les masques. On les voit déambuler juste au sortir des cours sans cache-nez et ne respectant même pas la mesure de distanciation sociale. Une situation qui amène à des inquiétudes

NATIONAL

RÉNOVATION DU RÉSEAU
ROUTIER

#6

**Le Togo
fait encore
confiance à
l'expertise
d'EBOMAF**

CULTURE

AFFAIRE DE
RECONVERSION :

#6

**Le ministre
Kossivi
Egbetonyo
recadre**



SPORT

JOURNÉE OLYMPIQUE 2020

**Le message de
Kélani BAYOR,
Président du
CNO-Togo**

#7



Le carnet

La Transition ne se décrète pas !

Il existe toujours dans ce pays, des gens qui continuent de prendre leur rêve pour la réalité. Ils ne veulent pas s'inspirer des leçons du passé pour se corriger. C'est dommage qu'en ce moment encore des gens continuent de parler d'une transition politique alors même que le pays n'est pas en crise. Une élection a bien eu lieu. Le vainqueur est connu officiellement. Il a prêté serment devant Dieu et devant les hommes pour un mandat de 5 ans. D'où sort-on avec cette histoire de transition. On a l'impression que quand on veut faire du « mazin mazin » c'est-à-dire du one man show et montrer à leur partenaire qu'ils existent et qu'ils font du boulot, on cherche un petit quelque chose pour s'agiter. En effet dans l'une de leur dernière sortie les gens de Togo Debout ou Tombé ont encore tapé à côté. Le Front Citoyen Togo Debout (FCTD) ne jure que par une transition politique. Deux ans après l'avoir recommandée à la CEDEAO, l'organisation de la société civile réaffirme que seule cette solution pourra marquer la fin des turbulences sociopolitiques au Togo. Elle invite toutes les forces à désormais orienter leur lutte dans ce sens. Deux (02) ans jour pour jour, le FCTD réitère l'idée et le principe qu'une transition politique pour une sortie pacifique et durable de la crise togolaise reste et demeure d'actualité. « Le FCTD invite toutes les forces démocratiques, tout le peuple togolais épris de liberté, de justice et de paix, à conjuguer leurs forces, à converger leurs énergies et à s'inscrire résolument, de manière ferme et irréversible dans ce schéma qui semble désormais s'imposer comme la seule et unique voie pour une sortie pacifique et durable de la crise togolaise », a appelé l'organisation dans un communiqué. Pour le Front, l'actualité togolaise, marquée par la contestation électorale, les violations graves et récurrentes des droits humains sont une parfaite illustration que l'idée d'une transition politique s'impose désormais comme la seule alternative crédible, pacifique et durable pour mettre fin à la crise, aux bouleversements politiques que connaît le pays. Quelle garantie ce front offre pour une meilleure transition au Togo ? il ne le dit pas. Alors il faut arrêter de prendre ses rêves pour des réalités. Les transitions on en a connues au Togo. Ça nous a apporté quoi après ? Et cette Transition dont parle le Front sera dirigée par qui ? D'ailleurs une transition au Togo en l'état actuelle est impossible. Les élections présidentielles se sont déroulées en février dernier mais des partis d'opposition et des organisations de la société civile remettent sur le tapis la question de l'alternance. « La transition ne se décrète pas, elle se prépare », a expliqué Me Jean Dégli, un opposant de la première heure. Il ne voit pas de perspective immédiate et reproche à certains de ses amis d'avoir tout fait pour saborder cette possible transition. « La C14 aurait pu changer les choses, mais les individualismes et les dans ont tout gâté. L'opposition n'a jamais accepté de faire son introspection », a-t-il déclaré. Au lieu de continuer par tourner en bourriques les populations à travers du déjà entendu, il vaut trouver autre chose pour s'attirer la confiance de cette population qu'on a passé plus de 30 ans à tromper et à mettre dans l'illusion. Trêve de plaisanterie.

COVID-19 :

Mesures sociales en État d'urgence sanitaire au Togo, le DG de la TdE dresse le bilan

Au Togo, le secteur de l'eau a connu un véritable coup d'accélérateur ces 15 dernières années, sous l'impulsion de divers programmes et mesures gouvernementales.

D'abord très bas en 2015, où il se situait autour de 25% sur le plan national, le taux d'accès à l'eau potable s'est progressivement élevé, au point de frôler la barre des 70% en 2019.

Dans la lutte contre la propagation de Covid-19, le gouvernement a pris des mesures sociales dès les premiers cas enregistrés afin d'aider les populations vulnérables à faire face aux impacts qui pourraient subvenir.

Ainsi, depuis le 02 avril 2020, le Togo est en état d'urgence sanitaire pour trois mois. L'eau de fontaine est devenue gratuite sur l'étendue du territoire, de même que la tranche sociale revue à la baisse.

Quel bilan après trois mois à la Togolaise des Eaux (TdE) pour accompagner les togolais à faire face à la Covid19 ?

Pour le Directeur Général de la TdE, M. Gbati YAWANKE WAKE « L'eau c'est la vie. Nul ne peut se passer de l'eau au quotidien et l'eau n'a pas de religion. Tout le monde a besoin d'eau. D'où nous devons œuvrer au quotidien pour satisfaire toutes les populations », a-t-il rappelé reçu à la Télévision E47.

En ce qui concerne, la gratuité de la tranche sociale d'eau pour les couches vulnérables initialement estimée à 66 496 abonnés le nombre est passé à 74 000 en fin mai 2020 et actuellement à 78 000 bénéficiaires.

« Cette augmentation est due aux nouveaux raccordements et les reprises des branchements. Conséquences, le coût total de la prise en charge de cette sociale par l'État qui était

estimée à 182 millions a connu une hausse et est passé à 214 millions FCFA. Pour la gratuité de la prise d'eau au niveau des 2 249 bornes fontaines installées, le coût total initial qui était d'environ 50 millions est passé autour de 91 millions FCFA par mois avec les statistiques réelles. Cette hausse se justifie, par le fait que ceux qui, avant prenaient un sceau d'eau, ont tendance du fait de la gratuité, à en prendre deux sceaux. Au niveau du milieu semi-urbain, il y a les mini-adductions d'eau et les forages où les gens peuvent prendre gratuitement. Au niveau rural, il y a certains points d'eau où les gens devaient déposer une redevance, la prise d'eau est rendue gratuite », a expliqué Gbati YAWANKE WAKE.

Par ailleurs, à en croire, le DG de la TdE, « Toujours dans le cadre des mesures sociales prises par l'État dans le cadre de l'état d'urgence, 5 000 branchements sociaux à coût réduits ont été offerts mais le nombre de demandes de branchements actuellement, est à plus de 40 804 dont plus de 6 500 déjà raccordés en 02 mois et demi. Cet engouement des populations a permis de se rendre compte que beaucoup de Togolais ne se raccordaient pas à cause du coût du raccordement. Il compte donc, avec l'accompagnement de l'État, œuvrer pour satisfaire tous les besoins des populations ».

En outre, le Directeur Général de la TdE, est revenu sur les divers progrès enregistrés dans le secteur de l'approvisionnement d'eau potable au Togo. Grâce aux différents projets et



programmes du gouvernement et ses partenaires techniques et financiers en vue d'améliorer la couverture du pays en eau potable, de 21% en 2005 dans les zones rurales, le taux de couverture en eau potable est passé à 70% en fin 2019 dans la zone rurale. Ceci a été possible grâce aux projets et programmes mis en place par le gouvernement. Plus de 7000 forages ont été installés en milieu rural. De 2017 à 2019, plus de 3000 forages ont été réhabilités portant le total des forages dans la zone rurale à plus de 11 600.

« En ce qui concerne les milieux semi-urbains, plusieurs projets ont été réalisés dans le cadre des OMD et des ODD notamment les mini-adductions dans les régions maritimes et plateaux. C'est ainsi que 221 mini-adductions d'eau potable ont été réalisées. Ce qui a fait accroître le taux de couverture en eau potable dans la zone semi-urbaine de 24% en 2005 à 49% en fin 2019 », a laissé entendre Gbati YAWANKE WAKE. Selon le bilan dressé à la TdE, pour mieux assurer la couverture du pays en eau potable, la société qui opère beaucoup plus activement dans la zone urbaine, a multiplié le nombre d'agences sur toute l'étendue du territoire, en portant le to-

tal à 53 agences dans 30 chefs-lieux de préfecture et plus de 100 villages environnants.

« Ceci a permis d'accroître le taux de couverture du pays en eau potable en milieu urbain de 25% en 2005 à 55% en fin 2019. Toutefois, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND), il y a beaucoup de projets en cours d'exécution en vue de pourvoir tout le pays en eau potable. Ainsi, malgré ces bonnes performances qui permettent aujourd'hui aux populations de se satisfaire des performances de la TdE notamment grâce à la réduction des distances d'approvisionnement en eau potable, beaucoup de choses restent à faire. De 70%, l'objectif actuel, est d'aller à 100% », a rappelé le DG Gbati YAWANKE WAKE.

Par ailleurs, le DG de la TdE est revenu sur les réformes entreprises par le gouvernement à l'endroit des PME/PMI.

« L'objectif de ces réformes, est de permettre aux PME-PMI de s'installer afin de créer de l'emploi pour la population. C'est ainsi que de 500 000 FCFA, puis à 100 000 FCFA, le gouvernement à travers la TdE, a décidé d'offrir le raccordement aux PME-PMI à zéro franc. Les PME-PMI ne payent que les frais d'abonnement qui sont de 25 000 FCFA à la seule condition, est que les PME-PMI, disposent d'une carte d'opérateur économique », a-t-il expliqué.

Depuis quelques mois, la TdE est passée aux réformes de la digitalisation de ses services. Et c'est une réalité; « Je me réjouis de ce que cette mesure ait été vite prise et qu'elle ait été très bénéfique en ce moment de covid19, car elle contribue à assurer la mesure de la distanciation sociale », a indiqué le DG Gbati YAWANKE WAKE.

UEMOA :

Les plans de riposte des pays se chiffrent à 5 284,93 milliards FCFA

Face à la pandémie de coronavirus, les gouvernements des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-Africaine (UEMOA) ont lancé des plans chiffrés pour la relance des activités et le soutien aux secteurs mis à genou.

Exceptée la Guinée Bissau, qui fait figure de pays le moins touché par la pandémie de coronavirus avec 34 cas confirmés à la date du 21 juin et qui ne dispose pas de plan de riposte économique, les sept autres Etats ont pris des mesures socio-économiques visant à atténuer les impacts. Contenues dans des plans baptisés selon chaque pays, comme plan d'urgence et de relance économique pour le Togo, lesdites mesures visent à soulager la trésorerie ou les comptes d'exploitation des agents économiques pri-

vés des secteurs formel et informel. Et aussi, à appuyer les couches vulnérables afin qu'ils ne retombent pas dans la précarité.

D'un coût global estimé à 5 284,93 milliards de FCFA, les plans contiennent des mesures d'ordre social, notamment d'aides aux ménages et aux entreprises (Fonds de solidarités/Soutien, paiements de factures d'électricité, eau, loyers, etc.), d'accompagnement des entreprises et mesures fiscales et douanières pour les entreprises. Les dispositifs d'accom-

pagnement des entreprises avaient pour but essentiel de maintenir l'activité économique, soulager la trésorerie des entreprises et préserver l'emploi et l'outil de travail notamment la capacité de production.

Selon le classement par pays, la Côte d'Ivoire se hisse en tête avec un plan de plus de 1700 milliards de F Cfa suivie du Sénégal qui a tablé sur 1000 milliards pour assurer la riposte. Le Niger et le Mali ont lancé des plans dans la fourchette de 500 à 800 milliards de F Cfa. Le bas du tableau est occupé en ordre par le Bénin, 303 milliards F Cfa, du Burkina Faso, 394 milliards et du Togo 400 milliards F Cfa.

Des appuis financiers des

institutions

Parallèlement aux différentes mesures prises par les Etats, les institutions sous régionales telles que la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) ont d'une part fait des propositions de mesures pour assurer un niveau adéquat de liquidités dans les économies, modérer le coût du crédit, soutenir le secteur privé, atténuer l'impact de la crise sur les couches vulnérables de la population et éviter une récession.

Elles ont pu allouer des prêts concessionnels d'un montant de 120 milliards, soit 15 milliards par Etat membre, pour le financement des mesures d'urgence liées à la pandémie

RÉOUVERTURE DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Attention danger !

Le port de masque, un véritable casse tête chinois pour les élèves

Afin de sauver l'année scolaire en cours le gouvernement togolais a pris sur lui de rouvrir les écoles particulièrement pour les élèves en salles d'examen. Mais pour éviter la propagation de la pandémie les autorités en charge de l'éducation a pris des dispositions urgentes sanitaires au niveau des établissements scolaires. Malgré ce dispositif les élèves concernées pensent que c'est seulement en classe qu'il faut mettre les masques. On les voit déambuler juste au sortir des cours sans cache-nez et ne respectant même pas la mesure de distanciation sociale. Une situation qui amène à des inquiétudes

Pour aider les élèves et le corps enseignant à respecter les gestes barrières, des masques et du gel détergent sont offerts aux établissements scolaires. Même si les dispositifs de lavage de mains font encore défaut dans les écoles, les responsables se sont engagés à faire respecter la distanciation physique. Pour une meilleure protection face à la pandémie du coronavirus, tous les élèves et le corps enseignant doivent au moins être munis d'un masque. Aujourd'hui bien que le port de masque soit obligatoire, un constat amer se fait au sortir des écoles. Les élèves ne respectent plus rien sur le rien de l'école. Alors beaucoup se sont posé la question de savoir s'il fallait mettre derrière eux un « gendarme » pour les contraindre au port de masque. Comme on le dit souvent la peur du gendarme est le début de la sagesse. Des initiatives en dehors du

gouvernement ont été prises afin d'aider aux enseignants et aux apprenants d'avoir un maximum de masques. C'est le cas de Batir qui avait eu à mettre des masques à disposition des établissements scolaires. «La reprise des cours est imminente, donc nous avons jugé utile de venir en appui au corps enseignant en leur offrant des masques et du détergent pour qu'ils puissent les gestes barrières en portant les bavettes et en se lavant les mains», a déclaré Fiacre Atsu, secrétaire-général adjoint de BATIR. «Nous ne pouvons pas protéger les enseignants et laisser les élèves. Donc nous avons pensé venir également en appui à nos frères et sœurs qui sont en classe d'examen et qui vont reprendre les cours», a-t-il ajouté, soulignant que leur souhait est de permettre aux élèves de boucler l'année scolaire en toute quiétude.



Avec plus de 2000.000 masques distribués, les directeurs des établissements scolaires se disent, agréablement surpris, et considèrent dans ce contexte, le masque comme un matériel nécessaire pour la reprise. «Nous sommes en train de nous préparer pour la rentrée et que le matériel cache-nez est venu pour nos élèves. Franchement c'est une réponse à des questions que nous nous posons. Comment allons-nous entreprendre la rentrée ? Eh bien voilà ce que nous avons reçu», a indiqué Théophile Dika, le directeur d'un collège, tout heureux. Il a saisi l'occasion pour lancer un appel pour que les élèves, qui sont l'avenir du pays, soient au cœur des priorités de l'état.

Au niveau de chaque établissement scolaire, des dispositions sont prises pour faire respecter les gestes barrières, notamment la distanciation physique. «Nous sommes en train de préparer la rentrée pour que tout se passe dans le respect des mesures barrières. On a déjà fait la répartition des élèves par classe. Au lieu de 4 classes de 3e qu'on avait, on a actuellement 11 classes de 3e. Et donc, nous avons mis environ 30 élèves par classe afin qu'il y ait la distanciation d'un mètre d'un élève à un autre», a expliqué Joseph Kodjo Assafo, directeur du CEG Cacavéli à Lomé. Afin de permettre aux élèves de préparer dans de meilleures conditions l'examen du

Brevet d'étude du premier cycle (BEPC), des mesures supplémentaires sont envisagées. «Nous allons devoir faire recours à tous les professeurs de l'établissement, qu'ils interviennent en 3e ou pas, pour que les 11 classes puissent suivre correctement les cours», a annoncé M. Assafo. Dans les établissements scolaires visités, les responsables déplorent l'absence de dispositif de lavage de mains. Le souhait est de rendre systématique le lavage des mains. «Il faudrait que devant chaque classe il y ait un dispositif de lavage à mains, si possible. Pour que chaque élève avant d'intégrer la classe qu'il puisse se laver les mains», a laissé entendre le directeur du collège d'enseignement général de Cacavéli. Mais aujourd'hui, un tour dans plusieurs établissements scolaires montre que le gouvernement a fait sa part en mettant au niveau de chaque établissement les dispositifs de lave-main et des masques. Seulement que ce sont les élèves qui sont imprudents en croyant que le port de masque est juste là pour orner le visage et non pour se protéger.

Tassou Bagoudou

AFFAIRE DE RECONVERSION :

Le ministre Kossivi Egbetonyo recadre

La tension est toujours vive entre les artistes et le ministre de la Culture, du tourisme et des loisirs, Kossivi Egbetonyo suite à une polémique ou à une mauvaise lecture de la position de ce dernier sur la question. Pour lever tout équivoque, le ministre dans une mise au point indique que la participation à ce programme est totalement volontaire.

La mise au point du ministre
Consécutivement aux mesures prises au sommet de l'Etat dans la riposte aux COVID-19 le département de la culture explore toutes les pistes pour accompagner au mieux les concitoyennes et concitoyens opérant dans le secteur. Dans cet allant, il a été diligenté une enquête qui a révélé les effets directs et indirects de la pandémie sur les activités culturelles et son impact sur les chiffres d'affaire des opérateurs dans le pays. Ces données ont servi de base pour des propositions de mesures d'accompagnement des entreprises, notamment, les industries culturelles et créatrices, les sites culturels et les musées.

D'ores et déjà il est envisagé des mesures tendant à la sauvegarde des emplois et surtout à la préparation de la relance du secteur après la pandémie. Aussi, et à ces fins, une étude sur les possibilités de reconversion temporaire des acteurs culturels est-elle en cours et devra déboucher sur un plan de financement d'activités alternatives génératrices de revenus pour ceux-ci. Dans ce cadre, le ministre de la culture, du tourisme et des loisirs a, par correspondance du 16 juin 2020, demandé aux directeurs régionaux des arts et de la culture d'organiser les acteurs culturels de leurs ressorts, à toutes fins. Cette correspondance s'est,



malencontreusement, retrouvée sur des plateformes soulevant une polémique exagérément amplifiée par certains artistes. Le ministre de la culture, du tourisme et des loisirs tient à éclairer l'opinion, à travers les mises au point suivante. 1-La participation des artistes à l'entreprise en cours est tout à fait volontaire. 2-L'initiative a été hautement appréciée par ceux d'entre les artistes conscients de la

nécessité d'avoir une activité alternative, la survenue de la pandémie nous enseignant qu'autant que faire se peut, il faudrait diversifier nos sources de revenus. 3-Le gouvernement explore toutes les pistes pour un meilleur accompagnement du secteur de la culture, l'un des plus durement éprouvés par la survenue de la pandémie. 4-Dans toute la mesure du possible, le gouvernement accompagnera les artistes désireux de faire œuvre utile. En effet, le mercredi 17 juin dernier, le ministre de la culture, du tourisme et des loisirs avait convié les responsables des organisations culturelles à une réunion d'échanges sur les actions que le gouvernement est entrain de mener pour atténuer l'impact du Covid19 sur les acteurs culturels. Il faut souligner que depuis le mois de mars 2020, toutes les activités culturelles et de loisirs ont été suspendues et plusieurs acteurs du domaine se sont retrouvés dans la précarité totale. Le gouver-

nement propose aux artistes qui le sollicitent l'appui de la finance inclusive pour les accompagner dans des activités alternatives ou secondaires en attendant la reprise effective de leurs différentes prestations. À l'occasion, le secrétariat d'Etat chargé de la finance inclusive a présenté les différents produits qu'il gère et qui peuvent intéresser les acteurs culturels. Auparavant le ministère a présenté les résultats d'une enquête menée auprès des entreprises culturelles et des acteurs exerçant en Freelance. Il ressort de cette enquête que les acteurs culturels ont perdu plus de la moitié de leurs revenus durant les trois derniers mois. De fructueux échanges ont mis fin à la rencontre. Échanges au cours desquels certains ont souhaité toujours un appui financier de la part du gouvernement ne serait ce que pour les trois mois de l'état d'urgence.

La position de SARIAC TOGO
Cette idée du ministre Kos-

(Suite à la page)

ECONOMIE ET FINANCE

Stratégie de gestion active de la dette

Marges de manœuvres budgétaires

Le ministère de l'Economie et des Finances a annoncé mercredi soir la signature le 20 mai d'un second emprunt en euros de la République togolaise sur le marché international pour un montant d'environ 150 millions d'euros.



Cette transaction s'inscrit dans la stratégie du gouvernement de reprofilage à plus long terme et à de meilleures conditions financières de certaines dettes domestiques et a bénéficié d'une assurance à 100% par l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA). Avec une durée de 10 ans et un coût global de l'ordre de 4,5%, cette nouvelle opération traduit la qualité de crédit du Togo en tant qu'emprunteur international, en particulier en cette période de forte volatilité et de prudence accrue des investisseurs. Cette seconde opération de reprofilage de la dette domestique, pour laquelle la Société Générale (France) est intervenue comme arrangeur, a été conclue, comme la première opération effectuée à la fin de l'année dernière, dans le parfait respect des engagements du Togo pris dans le cadre de son programme avec le Fonds monétaire international (FMI). Elle se traduit par une réduction supplémentaire du service de sa dette de plus de 80 millions d'euros au cours des 3 prochaines années qui vient s'ajouter à celle de près de 50 millions d'euros de l'opération de décembre dernier. Au total, la stratégie de gestion active de la dette

mise en œuvre par le Togo au travers de ces deux opérations se sera traduite par la levée de plus de 250 millions d'euros sur les marchés internationaux à des maturités finales de 10 ans et des taux compris entre 4,5% et 4,75%, permettant de rembourser de manière anticipée des dettes domestiques commerciales à court terme portant intérêt à des taux compris entre 6,75% et 7,6%. La mise en œuvre réussie de cette stratégie permet de positionner le pays comme un emprunteur de référence sur les marchés internationaux, d'améliorer l'évaluation du risque de surendettement du pays par le FMI et de réaliser des économies substantielles du service de sa dette dès cette année et sur les deux prochaines années. Associée à l'initiative d'allègement du service de la dette dont le Togo bénéficie de la part de ses créanciers officiels, cette stratégie permet au pays de dégager les marges de manœuvre budgétaires et de trésorerie nécessaires pour faire face à la crise sanitaire, sociale et économique qui frappe le Togo comme tant d'autres pays. Le Togo a été conseillé par Lazard Frères pour cette opération.

ATTÉNUER LES EFFETS DE LA PANDÉMIE

La BCEAO apporte son concours au secteur bancaire Togolais

Le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya, le secrétaire général du ministère, Badanam Patoki, et le directeur national de la BCEAO, Koffi Ténou, ont tenu mardi une réunion avec les dirigeants de l'association professionnelle des banques et établissements financiers du Togo (APBEF).



Rencontre dans le cadre de la relance économique entre Sani Yaya, BCEAO et l'APBEF

Au centre des échanges, les effets de la pandémie sur l'économie et le système financier. Le gouvernement togolais a pris une série de mesures pour amortir le choc. Elles coûteront à l'Etat 200 milliards de Fcfa, y compris l'impact sur les recettes fiscales. Monsieur le Ministre de l'économie et des finances Sani Yaya a rappelé les initiatives lancées dès le début de la crise par le chef de l'Etat, notamment la création d'un Fonds national de solidarité et de relance économique doté de 400 milliards de francs Fcfa pour accompagner les entreprises et proté-

ger les plus démunis. Kossi Ténou a indiqué que la Banque centrale avait pris un ensemble de mesures pour atténuer l'impact de la pandémie sur le système bancaire et le financement de l'activité économique dans l'Union. Pour l'APBEF son Président Mme Odile AFFOYON, a déclaré que le contexte est difficile. L'association redoute une aggravation de la tendance s'agissant de l'évolution du crédit et de l'épargne, tendance qui devra se poursuivre en mai en raison du manque de visibilité quant à une sortie de la crise sanitaire.

En plus des actions d'ordre fiscale les établissements de crédit fondent beaucoup d'espoir sur des mesures d'accompagnement qui pourraient revêtir la forme d'un appui à la clientèle afin, qu'au sortir de la crise, elle puisse honorer les engagements reportés. Monsieur Sani Yaya a incité les responsables des banques à exploiter les conditions offertes par la BCEAO afin de répercuter la baisse du taux de refinancement sur le crédit accordé au secteur privé et financer le fonds de roulement des entreprises. Il a, en outre, demandé aux banques de financer les systèmes financiers décentralisés (SFD) qui appuieront à leur tour le secteur informel. Le ministre de l'économie et des finances a par ailleurs expliqué aux dirigeants des institutions bancaires toute l'importance que revêt pour l'économie le développement du secteur agricole pour lequel le gouvernement a mis en place le mécanisme incitatif de financement agricole (MIFA). Il a invité l'APBEF à appuyer cette initiative. Enfin, M. Yaya a annoncé la création d'un comité qui sera chargé de réfléchir aux mesures à prendre dans le cadre de la relance de l'économie après la crise sanitaire.

Suite de la page 3

sivi Egbétogno a été reçue avec beaucoup de circonspection et de colère par les acteurs culturels. Et c'est à l'occasion que « Lors d'une rencontre d'échanges tenue ce jeudi 18 juin 2020 à Lomé avec les responsables des organisations représentatives des acteurs culturels, le ministre Egbétogno est resté ferme en déclarant dans ses propos introductifs aux échanges, que le ministère ne reculera pas sur cette initiative prise en vue de réponse à la situation précaire dans laquelle les acteurs culturels se sont subitement retrouvés du fait de la paralysie de leurs activités, consécutive aux mesures barrières prises en vue de juguler la pandémie de Coronavirus », a rapporté le Syndicat des artistes Interprètes et Auteurs Compositeurs du Togo (SARIAC-TOGO) dans un communiqué rendu public vendredi 19

juin 2020. Une position que déplorent les acteurs culturels qui voient dans cette posture de leur ministre de tutelle, un refus du dialogue et de la concertation. Pour ceux-ci, la situation sociale dans laquelle se trouvent aujourd'hui les acteurs culturels appelle à des solutions urgentes que ne peuvent assurer les produits FNFI. Le SARIAC-TOGO se félicite cependant, de la disponibilité exprimée solennellement par le Chef de l'Etat à offrir un accompagnement aux couches sociales vulnérables dont les activités ont été paralysées par la Covid-19. Mais toutefois, le syndicat rejette l'offre telle que formulée par le ministre de la Culture qui selon lui, n'est pas en adéquation avec la situation sociale actuelle de ses membres. Une situation

qui est consécutive aux mesures barrières édictées par le gouvernement dans le but d'empêcher la propagation de la pandémie du Coronavirus. « Face au refus du dialogue affiché par le ministre Komivi EGBETONYO, le SARIAC-TOGO en accord avec l'expression des responsables des organisations représentatives des acteurs culturels, lance un S.O.S au Président de la République, Son Excellence Faure GNASSINGBE afin qu'il vienne au secours des artistes », indique cette association dans son communiqué. Mais seulement, cette offre est bien appréciée dans une autre association des musiciens que dirige Agboti Yawo Mawuena qui cette initiative louable étant donné que l'artiste togolais ne vit pas de son art.

A.I.

ON DIT QUOI

La rubrique de ceux qui devraient tourner sept fois leur langue avant de parler

«Le FCTD invite toutes les forces démocratiques, tout le peuple togolais épris de liberté, de justice et de paix, à conjuguer leurs forces, à converger leurs énergies et à s'inscrire résolument, de manière ferme et irréversible dans ce schéma (transition) qui semble désormais s'imposer comme la seule et unique voie pour une sortie pacifique et durable de la crise togolaise». Vraiment ces gens là n'arrêteront pas de prendre les Togolais pour des moins que rien à cause de leur « mazin mazin » juste pour satisfaire et faire croire à ceux qui leur donnent de l'argent qu'ils travaillent sérieusement. Rien que de pagailleurs qui ne sont là que pour leurs intérêts. S'ils ne s'agitaient pas leur pain va tomber. Ils savent très bien qu'en l'état actuel des choses, cette question de transition n'est pas d'actualité. Depuis le



22 février 2020, le Togo a déjà confié les destinées du pays à un Président démocratiquement élu et qui a prêté serment pour un mandat de 5 ans. Ceux-là veulent nous dire quoi ? Qu'on écourte le mandat et qu'on organise une transition

? Sous qui et comment sera organisée cette transition alors que le pays n'est pas en crise ? 'La transition ne se décrète pas, elle se prépare', a expliqué lundi au micro de Victoire FM Jean Dégli, un opposant de la première heure. Il ne voit pas de perspective immédiate et reproche à certains de ses amis d'avoir tout fait pour saborder cette possible transition. 'La C14 aurait pu changer les choses, mais les individualismes et les dans ont tout gâté. L'opposition n'a jamais accepté de faire son introspection', a-t-il déclaré. Voilà ! Tout est dit. Que les rêveurs arrêtent de tromper les populations. Pour faire de telles déclarations, il faut avoir un rapport de force équivalent à celui qu'on combat. Lorsqu'on ne dispose pas des moyens de sa politique on ne se lance pas dans des déclarations tapageuses.

COMMUNIQUE

La conférence internationale sur les entreprises sociales et la responsabilité sociale des entreprises (CIESRES-TOGO) s'organise les 29 et 30 juin 2020 en ligne. Au cours de cette rencontre qui sera à sa 3^e édition, **Madame Victoire S. Tomegah Dogbé**, ministre du développement à la base, de l'artisanat et de la jeunesse animera une table ronde sur la plateforme de l'Agence française de développement (AFD/MOUVES). Ce rendez-vous verra la présence d'experts du secteur économique et de plusieurs participants (Chefs d'entreprises, décideurs publiques, partenaires aux développements, médias et acteurs de l'économie sociale et solidaire). Une interaction par visioconférence depuis la France, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Corée du sud, l'Égypte, les États-Unis, Maroc, la Suisse et le Togo. Entre autres animateurs, **Wilfrid Lauriano do Rego**, coordonnateur du Conseil présidentiel pour l'Afrique, créé par Emmanuel Macron. Une structure chargée de revitaliser les relations entre la France et le continent, **Jean-Michel Severino**, président du conseil d'administration d'Ecobank International (EBI).

Thème du panel : L'après COVID en Afrique /La stratégie gagnante de la transition inclusive, sociale et écologique

Victoire S. Tomegah Dogbé abordera les succès enregistrés par le Togo en matière d'entrepreneuriat social. Elle précisera quels sont les leviers de l'Etat pour ouvrir les politiques d'avenir aux entreprises à impact au Togo et en Afrique.

La 3^{ème} conférence est organisée en collaboration avec l'Ambassade des USA au Togo, le Groupe Ecobank ETI et le Gouvernement Togolais.

Webinar à suivre en direct le 29 juin 2020 à 15 heures (GMT) sur le <http://www.socialbusinessconference.org>

Fait à Lomé le 22 juin 2020

La Coalition nationale pour l'emploi des jeunes (CNEJ)

Courtes contre la montre

Pas encore pour les boîtes

Pour limiter la propagation de Corona Virus, le gouvernement a dû prendre des mesures de restrictions de libertés. Entre autres de ces mesures, l'on note la fermeture des discothèques, des restaurants et des boîtes de nuit. Mais les allègements de la dernière fois beaucoup ont cru ces allègements allaient toucher les boîtes de nuit et les discothèques. Au niveau du gouvernement, ce n'est pas encore le cas. Ces lieux souvent sous la fraîcheur, constituent des points de contamination facile. Et donc doivent rester pour le moment fermés jusqu'à nouvel ordre. Les déhanchements seront pour plus tard. Les discothèques ne sont pas autorisées à rouvrir leur dance floor. Certains propriétaires ont cru que la levée du couvre-feu signifiait la fin des fermetures obligatoires. Il n'en est rien. « Les discothèques, lieux de regroupement où la distanciation physique est impossible demeurent fermées sur toutes l'étendue du territoire », indique un communiqué officiel. Et gare à ceux qui ne respecteraient pas cette décision. Si le gouvernement a pu mettre sous éteignoir la célébration de fêtes traditionnelles, ce n'est pas pour autant qu'on autorise les discothèques et les boîtes de nuit quand on sait comment ça marche là dedans

Qu'ils reposent en paix

Comme chaque année, le gouvernement malgré le Covid 19 a cette année encore rendu hommages aux vaillants togolais qui sont tombés pour que vive le Togo. Le Premier Ministre, Komi Selom Klassou, a donc déposé dimanche dernière une gerbe à Place des Martyrs à Lomé, pour rendre hommage à tous les Togolais tombés pour l'indépendance et tous ceux qui se sont battus pour la Nation. Pya-Hodo (dans la Kozah) et Agotimé (dans l'Agou) sont des lieux où la lutte contre la colonisation fut rude. Cependant, le processus de décolonisation s'est effectué de manière pacifique et sans effusion de sang. Le chef du gouvernement, qui représentait le chef de l'Etat, avait à ses côtés la présidente de l'Assemblée nationale. Il avait à ses côtés plusieurs personnalités dont Chantal Yawa Tsègan, présidente de l'Assemblée Nationale, des membres du gouvernement et de hauts gradés de l'armée. La cérémonie s'est déroulée en petit comité en raison des restrictions sanitaires.

La Conférence des évêques du Togo (CET) s'est réunie du 16 au 19 juin à Lomé. A l'issue des travaux, un communiqué a été publié.

Encore les Evêques

Les évêques remercient les uns et les autres (prêtres et laïcs ...), pour leur action face à l'épidémie, mais oublient de rendre hommage aux efforts menés par le gouvernement pour combattre le virus, traiter les malades et aider les plus démunis. Etrange. La CET se contente de réclamer une réouverture rapide des lieux de culte et demande aux autorités 'de poursuivre leurs efforts pour une maîtrise rapide de la pandémie'. La plus grande partie du communiqué est consacrée à la situation sociopolitique avec une flopée d'accusations contre le pouvoir. Mais les évêques ne s'arrêtent pas là. Ils se déclarent 'inquiets du climat d'insécurité avec son cortège de morts, de veuves et d'orphelins' et dénoncent un climat d'impunité. Eh oui ! C'est normal que les Evêques qui sont également les habitants d'une nation se manifestent et donnent leur opinion sur la vie de cette nation. Mais cela devrait se faire dans une impartialité totale. Dès fois les sorties des Evêques font croire qu'ils prennent toujours fait et cause pour une partie de la classe politique togolaise en vilipendant surtout ceux qui sont au pouvoir. Ce qui n'est pas du goût des tenants du pouvoir qui n'hésitent pas à relayer au second plan les déclarations des Evêques. Et dans leur déclaration dernière ils n'ont pas eu le culot les actes posés par leur ancien prélat contre les institutions de la République.

Le Magnan Libéré

Récépissé N° 0302 / 17 / 11 / 06 / HAAC

Directeur de Publication

Abass ISSAKA
90 16 49 87 / 90 85 85 22

Mise en page :

A. Maxime (91 08 91 02)

Imprimerie :

Rad Graphic Sarl U.

Responsable commercial

Bertine ADJAH
90 36 97 10

Tirage :

2000 exemplaires

Casier N° 35MJ BP: 81213 Lomé / Mail: iabasse@yahoo.fr

RÉNOVATION DU RÉSEAU ROUTIER ENTAMÉ DEPUIS PLUS D'UNE DÉCENNIE

Le Togo fait encore confiance à l'expertise d'EBOMAF

L'axe Lomé-Kpalimé (120 km) sera totalement réhabilité. Le marché a été confié à l'entreprise burkinabé Ebomaf grâce à son expérience. Juste après le lancement des travaux le mercredi 17 juin dernier, les travaux ont immédiatement démarrés. Les engins ont commencé par raser les kiosques et autres encombrements qui se trouvaient dans l'emprise de la voie.

Scènes de désolation sur le tronçon Todman-Zanguéra après le passage des bulldozers de l'entreprise burkinabé Ebomaf. Le délai de grâce expiré, les occupants illégaux de l'emprise de cette route payent un lourd tribut, par rapport au projet de rénovation du réseau routier, amorcé il y a plus d'une décennie. Un désengorgement étant nécessaire avant le démarrage proprement dit des travaux de réhabilitation de la nationale n°5, longue de 120 km.

Ça déménage sur le tronçon Todman-Zanguéra. Tel un tsunami, les travaux de désengorgement qui ont démarré jeudi dernier à Lomé, offrent un spectacle désolant aux badauds.

Et ceci, sous les regards impuissants des propriétaires de boutiques, bars, cafés, restaurants, ateliers de couture et de coiffure, revendeuses et autres petits commerçants.

Entre autres, la société de poissonnerie 'Manico' non loin des Frères Franciscains à Adidogomé, le célèbre Bar Madiba situé à côté du marché d'Adidogomé, le Fasfood 'B to B' sis au rond point de la douane d'Adidogomé, ont été partiellement rasés.

D'autres commerces ont été complètement nettoyés, plongeant ainsi les propriétaires dans une tristesse sans précédent. Une situation qui contraint ces derniers soit une délocalisation forcée soit à une reconversion totale. Tous étaient avertis depuis des mois.

Difficile pour ces populations de joindre les deux bouts avec les conséquences désastreuses de la Covid-19.



Pendant ce temps d'autres chantiers sont ouverts également. C'est le cas de la route Avépozo-Aného (30km RN2), dont le chantier est assuré par SORUBAT et CRBC. Le chantier sera livré dans deux ans. L'exécution de ces travaux, confiée à l'entreprise Ebomaf,

vient enfoncer le clou. Mais comme le dit si bien l'assertion : 'la route du développement passe par le développement de la route'.

Le financement est assuré par le FAD (Fonds africain de développement), l'Union européenne, la BOAD et l'Etat. Une nouvelle fois l'Etat du Togo fait confiance à l'expertise de l'Entreprise Bounkougou Mahamadou et Fils (EBOMAF). Le major burkinabé du BTP, qui a réussi, depuis une dizaine d'années, à s'imposer dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest et au-delà, vient de décrocher deux (2) importants contrats pour la réalisation d'infrastructures routière et de drainage des eaux dans le sud togolais.

Le premier contrat porte sur la modernisation de la route Lomé-Kpalimé, longue de cent-vingt (120) kilomètres ainsi que l'aménagement des bassins de rétention d'eau de Todman, de Segbé et d'Adidogomé pour un montant cumulé d'environ Cent quatre-vingt-quinze (195) milliards F CFA HT/HD. Le second contrat concerne l'aménagement des voiries et réseaux divers (VRD) de la ville de Kpalimé pour un montant de Dix-neuf (19) milliards F CFA HT/HD. Pour l'ensemble des deux marchés, c'est un financement global estimé à Deux cent quatorze (214) milliards F CFA HT/HD que le gouvernement togolais accorde à EBO-MAF, qui d'ailleurs conforte sa position de leader dans le secteur du BTP au Togo.

Ebomaf était avec brio à Lomé

En effet, l'entreprise burkinabé s'est déjà illustrée dans la réalisation d'import-

antes infrastructures à Lomé et travaille actuellement sur d'autres travaux concentrés dans le nord du pays.

Après avoir conduit avec brio les chantiers des boulevards du 13-Janvier et Agoè-BKS-Limousine-Adidogomé entre 2011 et 2013 dans la ville de



Lomé, EBOMAF s'est vu ensuite attribuée d'autres ouvrages localisés dans la partie septentrionale du pays. Des travaux actuellement en cours d'exécution.

Il s'agit du chantier des routes Tandjouaré-Kanté (130 Km) et Borgou-Mandouri (45 Km), celui de Mandouri-Frontière du Bénin (07,5 Km) avec un pont de cent quatre-vingt (180) mètres linéaires sur le fleuve l'Oti et

celui du Carrefour Pya-Sara-kawa-Kanté (65 Km) avec un pont de cent (100) mètres linéaires sur un grand fleuve. La signature des deux (2) nouveaux contrats intervient au moment où ces trois chantiers sont en phase d'achèvement. Le déploiement d'impressionnants équipements de dernière génération sur les bases vie d'Adidogomé et d'Attigou, dans les environs de Lomé, an-

nonce le démarrage imminent de ces nouveaux travaux. Entre EBOMAF et le gouvernement togolais c'est une confiance qui ne cesse de grandir au fil des ans. L'expertise d'EBOMAF accompagne depuis près de dix ans la République togolaise dans ses efforts de développement et de modernisation de ses infrastructures.

PÉTROLE-GATE

Faure Gnassingbé se saisit du dossier

Selon les révélations du journal L'Alternative, jusqu'à 500 milliards de Fcfa ont été détournés par l'ancien coordinateur du Comité de suivi des fluctuations des prix des produits pétroliers (CSFPPP) et son réseau. Ce scandale financier de trop suscite l'indignation de plus d'un surtout que plusieurs autorités sont citées dans la manguille. Aux dernières nouvelles, le Chef de l'Etat togolais, outré, s'est saisi du dossier.

C'est un scandale qui agite la République. Entre 400 et 500 milliards de Fcfa ont été détournés dans les activités du Comité de suivi des fluctuations des prix des produits pétroliers. Ce comité est chargé de l'importation du pétrole et de la fixation des prix à la pompe.

Le président togolais vient de se saisir du dossier, apprend Togobreakingnews.info. Des sources à la Présidence togolaise indiquent que le Chef de l'Etat est sérieusement en colère et ne compte pas laisser passer le dossier. Les coupables devront répondre, aurait-il soufflé à l'un de ses conseillers.

«Il a demandé la situation du Comité de suivi des fluctuations des prix des produits pétroliers (CSFPPP). Il attend que le point soit fait rapidement par les ministères concernés dans les plus brefs délais pour aller de l'avant», nous précise notre source.

Actuellement, c'est la course contre la montre aux ministères en charge du commerce, des finances et des mines, les 3 ministères impliqués dans la gestion de l'importation des



produits pétroliers. Les justificatifs doivent être réunis pour faire le point de la situation du CSFPPP.

Selon les révélations du bi-hebdomadaire L'Alternative, la société Terim Consult SARLU (TCS) qui passe les commandes de pétrole au nom du Togo s'est arrangée pour n'avoir qu'un seul fournisseur qui est la société VITOL. Et TCS fondé par Fabrice Adjakly bénéficie naturellement de la bénédiction du Comité de suivi des fluctuations des prix des produits pétroliers (CSFPPP), dont le coordonnateur n'est autre que le même Adjakly.

à la fois du prix d'achat du carburant livré en gros et du prix de vente à la pompe.

Le procédé aurait permis au sieur Adjakly et son réseau de détourner jusqu'à 500 milliards de Fcfa sur le dos du contribuable togolais depuis 2014.

Faure Gnassingbé agira-t-il pour que les coupables, autant qu'ils sont, soient traduits pour répondre de leurs actes? Il est vivement attendu à ce tournant.

Source : Togobreakingsnews

JOURNÉE OLYMPIQUE 2020

Kélani BAYOR, Président du CNO-Togo : «Réfléchir, avec l'ensemble des acteurs sportifs nationaux, sur l'avenir de notre société et de la pratique sportive après la crise»

La 72ème journée mondiale de l'olympisme est célébrée le mardi 23 juin 2020 à travers les 216 pays de la planète. A cette occasion, le Président du Comité National Olympique du Togo (CNO-Togo), Azad Kélani BAYOR, s'est adressé au Mouvement olympique togolais à travers un message de cohésion, d'amour et de réconfort, en cette période minée par la pandémie du Covid-19.



Le blocage imposé par la Covid-19 oblige les dirigeants du mouvement olympique mondial à une célébration sobre de la journée de l'olympisme cette année. Contrairement aux récentes éditions organisées dans la ferveur à travers les grandes villes du Togo, c'est sur les médias que la fête se vit cette année. « Il n'y aura pas d'activités ce 23 juin 2020. Nous allons parler sur les médias pour donner un message. S'il y'a une activité, on enfreint aux lois édictées par les autorités de notre pays », rappelle le Président du CNO-Togo et d'ajouter : « Covid-19 perçu par le CNO, nous devons donc arrêter toutes les activités. Parce qu'il y'a des mesures à respecter dont la distanciation, alors que dans le sport on s'embrasse, on transpire, les gens crachent etc. Tout ça c'est des vecteurs porteurs de ce virus ». Dans son message, le Président du CNO-Togo a livré un message dans lequel il a rendu hommage à tous les athlètes du Togo et du monde entier et relever qu'en tant qu'organisation faîtière, le Comité National Olympique du Togo (CNO-Togo) se doit d'intervenir dans la lutte contre cette pandémie mais également réfléchir, avec l'ensemble des acteurs sportifs nationaux, sur l'avenir de notre société et de la pratique sportive après la crise.

Mais avant cela, le CNO-Togo ne pourrait rester indifférent aux difficultés qu'éprouvent les sportifs pendant cette crise sanitaire raison pour laquelle le 16 mai dernier, nous avons procédé à une distribution de vivres et de masques de protection aux fédérations nationales sportives marquant ainsi le rôle central que

notre institution est appelée à jouer à chaque étape de la vie sportive nationale en répondant, dans la possibilité de nos moyens, aux multiples attentes des acteurs sportifs avec un sens d'adaptation permanent aux réalités sportives de notre époque sur les plans national, continental et international.

Le CNO-Togo doit également être engagé pour faire évoluer le modèle sportif togolais en le rendant plus efficace à travers la détection et la formation continue de nouveaux talents pour renforcer nos chances de médailles lors des prochaines grandes compétitions internationales. Ces différentes mutations ne doivent servir qu'un seul objectif, celui d'optimiser la place du sport dans la société togolaise.

C'est ce qui a été le fil conducteur des actions que le CNO-Togo a engagées depuis le début du quadriennal en 2016 et dont le point d'orgue sera la participation de nos meilleurs athlètes aux JO de Tokyo 2020 qui auront lieu en 2021.

Liés par les nobles valeurs du sport que sont la paix, la solidarité, la fraternité, l'endurance, la persévérance etc, nous avons l'opportunité de contribuer au monde de l'après coronavirus. Nous devons saisir cette opportunité dans un esprit d'unité, afin de sortir de cette crise encore plus forts.

Le monde aura besoin du sport après la COVID-19 et nous sommes prêts à oeuvrer ensemble avec toutes les organisations sportives nationales pour l'avènement de ce monde dans lequel le sport remettra le sourire sur le visage de tous, donnera de la santé à nos populations et nous ren-

dra fiers d'être non pas des sportifs résignés mais des sportifs actifs et engagés à relever les défis de notre temps. « Synonyme de sport et de joie, la Journée Olympique est une célébration de l'humanité dans toute sa diversité mais aussi celle de l'unité des peuples rendue possible par le sport. Elle nous rappelle ce pouvoir fédérateur du sport qui unit les peuples et brise toutes les formes de barrières raciales, de classes sociales, d'appartenance politique, religieuse etc. » a-t-il précisé.

Inopportunément, l'apparition de l'infection au Covid-19, a contraint les gouvernants à suspendre, les activités sportives, privant ainsi, les athlètes de leur vécu quotidien. Répondant à l'appel national à la solidarité lancé par le gouvernement, l'institution dirigée par Azaad Kélani Bayor, a sorti les grands moyens afin de contribuer à la lutte.

Tout en menant des réflexions avec l'ensemble des acteurs sportifs sur la « pratique sportive après la crise », M. Bayor se projette dans l'avenir avec de grandes ambitions. La question de la professionnalisation et de la résilience lui tiennent à cœur.

« Le CNO-Togo doit également être engagé pour faire évoluer le modèle sportif togolais en le rendant plus efficace à travers la détection et la formation continue de nouveaux talents pour renforcer nos chances de médailles lors des prochaines grandes compétitions internationales. » a-t-il dans sa note. Conscient du pouvoir fédérateur du sport, l'ancien président de la Confédération Africaine de Boxe, estime qu'après la Covid-19, le monde aura besoin du sport. Il appelle ainsi les acteurs à travailler d'une manière concertée afin de revenir plus coriace pour le mieux-être des populations.

« Ensemble, nous pouvons rendre le monde meilleur par le sport. C'est donc sur cette note positive que je voudrais, au nom du CNO-Togo et de l'ensemble de la famille sportive olympique nationale, souhaiter à toutes et à tous une belle et joyeuse Journée Olympique 2020. » a conclu, le président du CNO-TOGO.

« Le CIO par notre Président Thomas Bach, dit que très bientôt, nous aurons une porte très ouverte pour nous permettre de mieux jauger nos éléments. Mais à la reprise, soyez sûrs, nous allons mettre les bouchés doubles. Nous sommes tenus de respecter les mots d'ordre du gouvernement. Aujourd'hui, on a quitté le confinement, c'est vrai. Chacun se sent un

peu libre. Il est tout à fait important que nous prenions conscience. Si j'ai un message à lancer à nos athlètes, c'est de les remercier. Parce que du jour où on a fait cette réunion avec le ministre des sports dans sa salle de réunion jusqu'ici, je n'ai pas encore entendu qu'un athlète connu ou non connu soit tombé sous le coup de Covid-19. En termes de résolution, je suis satisfait du comportement de tous les athlètes et dirigeants qui ont évité et continuent d'éviter ce mal », a-t-il conclu.

Le Président Kélani BAYOR était assisté lors de la présentation de ce message par le Secrétaire Général du CNO-Togo, AKPAKI Ogouwa Déladem.

Aujourd'hui, la Journée olympique est bien plus qu'une simple course ou manifestation sportive. Elle s'est développée pour devenir la seule manifestation annuelle et mondiale célébrant le Mouvement olympique. C'est devenu une journée pour la promotion d'une vie saine et active.

L'histoire nous apprend que la première Journée olympique a été célébrée le 23 juin 1948. Seuls neuf CNO organisaient à cette époque, des cérémonies dans leurs pays respectifs. Il s'agit bien de l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Portugal, la Grande-Bretagne, la Grèce, la Suisse, l'Uruguay et le Venezuela.

Le Magnan

CARNET NOIR DU FOOTBALL TOGOLAIS

Kossi Edem Koudagba, le buteur maison s'en est allé

La vie du football national togolais est bouleversée depuis un moment déjà avec la succession des tristes nouvelles qui touchent aux acteurs. Comme un bruit de couloir, le jeudi 18 juin 2020, la nouvelle du décès du jeune attaquant de l'association sportive des chauffeurs de la Kozah (ASCK) et des Eperviers du Togo s'est confirmée. La soirée du jeudi 18 juin 2020 a été secouée pour les acteurs du football. Les témoignages et messages de divers acteurs ne cessent de circuler pour pleurer ce grand talent.



Edem Kossi Koudagba est l'un des héros de la qualification historique de la sélection togolaise A' pour le CHAN. Il s'est éteint laissant triste le club de l'ASCK, la Fédération togolaise de football (FTF), le public sportif et bien d'autres acteurs.

L'international togolais Kossi Edem KOUDAGBA qui était âgé de 25 ans, sociétaire de l'ASCK a rendu l'âme le jeudi 18 juin 2020 à Davié des suites d'une maladie. « Cette disparition tragique du joueur sème au sein de la famille du football une vive émotion » c'est ce que laisse lire un communiqué de son club l'ASCK. Les amoureux du football reconnaissent en ce jeune un grand joueur promis à une belle carrière. Très jeune, Koudagba Kossi Edem a bâti autour de lui un monde où le sourire est un maître mot.

Ses coéquipiers, dirigeants et autres acteurs qui l'ont côtoyé n'en finissent pas avec les témoignages. Sur le terrain et hors de l'ère de jeu, Edem Kossi est un soutien pour qui le sonnait. C'est en effet ce qui se traduit dans un communiqué de circonstance de la FTF en ces termes : « en cette douloureuse circonstance, le Comité Exécutif de la FTF tient à saluer, la mémoire de ce joueur dont les qualités sur le terrain et en dehors sont connus de tous ».

Le meilleur buteur de la deuxième division (en 2016 avec Espoir de Zio) et de la première division (2017 et 2018 avec l'ASCK) s'en est allé. Le Togo perd un véritable attaquant et la famille du football prie pour le repos de son âme.

TETE A. Flora



LA FIBRE AU BOUT DES DOIGTS !

PROMO PROLONGÉE
JUSQU'AU 24 JUIN

AIRFIBER MOBILE

60 Go

à 15 000 FCFA

Tapez vite *919*10*3#



Promo du 05 au 14 Juin Airfiber Mobile 60 Go
à 15000F valable 30 jours. Solde au *919*8*2#

McCANN

